

LesEchos.fr**Comment FO a fait main basse sur Marseille**Par **Paul Molga** | 12/02 | 06:00

En un demi-siècle, le syndicat ouvrier a infiltré toutes les strates de la mairie, de la communauté urbaine et des hôpitaux. Il préserve ce pouvoir comme un trésor. Mais, en cette année électorale, tout pourrait être remis en question.



C'est une tradition à Marseille : après la trêve des confiseurs, le secrétaire général Force ouvrière des territoriaux de la ville, Patrick Rué, vient présenter les voeux du personnel encarté à ses « patrons » : le maire UMP, Jean-Claude Gaudin, et le président socialiste de la communauté urbaine, Eugène Caselli. Cette année n'a pas dérogé à la règle. Mais, à quelques semaines des municipales, le « vice-roi de Marseille », comme on le surnomme sur la Canebière, a marqué le coup en conviant à ces « cérémoniaux » bien plus de sympathisants que ce que les salles de réception ne pouvaient en contenir. En plus de l'effet de nombre, il avait réservé une autre surprise aux élus : leur encartage officiel, comme membres d'honneur.

C'est que le syndicat est sur la brèche. Outre le renouvellement de plusieurs cadres de tutelle stratégiques du personnel municipal bientôt frappés par la limite d'âge, toutes ses représentations locales (au département, dans les hôpitaux, à l'agglomération et à la ville) seront remises en jeu en décembre. Il doit donc montrer à ses adhérents et aux futurs votants qu'il n'a rien perdu de son pouvoir et que, à gauche comme à droite, les politiques ont bien conscience de son influence.

FO et Marseille, c'est une histoire, qui remonte au début des années 1960, lorsqu'un certain François Moscati, qui travaille depuis peu comme éboueur pour la ville, est chargé par le jeune syndicat de recruter dans son entourage. « *Je prêchais de salle en salle devant des travées quasiment vides* », se souvient-il. La CGT est alors partout, mais qu'importe. Au culot, il force les portes, appuie les revendications de ses collègues dans le bureau du maire, obtient des tenues de travail et des gants, puis un avantage considérable en compensation de l'ingratitude du métier : le « fini-parti », qui autorise les éboueurs à rentrer chez eux une fois effectuée la tournée de ramassage des ordures. La notoriété du syndicat est faite, une bénédiction pour le maire socialiste de l'époque, Gaston Defferre, qui emploie toute son énergie à expulser de ses terres la menace communiste de la CGT.

Une puissance incontournable

François Moscati, l'ancien voyou du quartier Saint-Jean, va définitivement asseoir le pouvoir de FO en 1962, à l'occasion d'un bras de fer avec des cégétistes en grève dans l'un des dépôts de la ville. Gaston Defferre le provoque : « *Vous n'êtes même pas capable de faire respecter le droit du travail là où vous êtes majoritaire.* » Lui s'enflamme : « *Je vais vous montrer qui est le plus fort.* » Le soir même, assisté de deux de ses hommes, il écarte le piquet de grève et sort plusieurs bennes. Deux jours plus tard, la grève est terminée.

Son coup de force va alimenter les troupes du syndicat. Au moment du programme commun, en 1972, FO rafle 75 % des voix au sein du personnel de la mairie socialiste. Depuis, son emprise ne s'est pas démentie. Le syndicat revendique aujourd'hui 10.500 adhérents. Aux dernières élections, en 2008, il s'est emparé de 61 % des voix parmi les employés municipaux et plus de 55 % à la communauté urbaine. Son poids est prépondérant, surtout, dans la catégorie C, qui rassemble, par exemple, le personnel municipal des écoles et des crèches (FO y compte 70 % de syndiqués, un score de dictateur) ou celui - historique - de la propreté à l'agglomération. Ce poids lui donne logiquement une place de roi au comité technique paritaire et auprès de la commission

administrative, les deux instances où se négocie et se décide à peu près tout ce qui concerne la marche des institutions : organisation des services, aménagement des horaires, recrutements, avancements... A la mairie, les représentants syndicaux disposent de 15 sièges au comité technique paritaire, à parité avec les élus de la majorité municipale. Onze sont occupés par FO, 3 par le FSU, un seul par la CGT. « *On ne va quand même pas s'excuser de gagner les élections* », sourit Patrick Rué.

« Plus de 10 % de l'électorat »

S'il est élu, Patrick Mennucci, le candidat socialiste à la mairie, a promis de mettre fin à cette organisation, qu'il interprète comme de la cogestion. « *Il s'agit de deux blocs qui se soutiennent comme des serre-livres. Deux forces en équilibre qui tiennent tout le dispositif en fonction de leurs intérêts* », dénonce-t-il à propos des employeurs publics marseillais et du syndicat. C'est « *un couple obligé, qui ne laisse de place à personne pour conserver toute sa puissance et ne pas perdre une once d'influence*, poursuit-il. *Du donnant-donnant bien compris.* » Cet automne, ces propos ont valu à l'intéressé une passe d'armes avec le secrétaire général de FO, Jean-Claude Mailly, et sa victoire à la primaire socialiste, assurée notamment grâce au vote cégétiste.

Depuis, l'argument mille fois martelé s'est fait plus discret dans la campagne. « *Normal, analyse un observateur de la vie politique locale : FO doit compter 16.000 adhérents dans la ville, soit au moins 50.000 cartes d'électeur en incluant les familles. C'est plus de 10 % de l'électorat marseillais. Quel candidat serait assez fou pour critiquer ce rouleau compresseur ?* » D'autant que le personnel municipal encarté occupe sociologiquement un secteur clef de la ville : les populaires 3^e et 4^e arrondissements, où, en 2008, le candidat socialiste à la mairie, Jean-Noël Guérini, avait été battu de peu (985 voix d'écart) face à la liste UMP, permettant la réélection de Jean-Claude Gaudin. Le score y sera aussi serré cette année, selon le dernier sondage, qui met la ministre Marie-Arlette Carlotti au coude-à-coude avec l'actuel maire UMP du secteur, Bruno Gilles.

L'une des recettes de Force ouvrière pour maintenir son influence tient à son omniprésence. L'organisation compte 800 délégués élus en congrès tous les trois ans et 87 sections de proximité renouvelées chaque année, dans les cimetières, les musées, l'opéra, les crèches... Rien n'échappe à ses bénévoles. Près de 420 « référents » encartés dans les écoles, quasiment un par établissement, font par exemple remonter le moindre dysfonctionnement, dont le suivi et le traitement sont pilotés comme dans une tour de contrôle depuis le siège qu'occupe le syndicat sur la colline Saint-Charles. « *Nous sommes bien souvent informés avant l'administration* », assure Patrick Rué. Ce sont

par exemple ses troupes qui l'ont récemment alerté de la présence d'insectes dans des plats servis aux écoliers. L'information a fait la une du quotidien local avant même que la municipalité puisse se justifier.

Quand il le faut, le syndicat sait aussi peser de tout le poids de ses adhérents. En 2012, la mairie s'y est piquée en ne respectant pas un accord sur le nombre de personnels affectés à la surveillance des cantines. Le syndicat demandait 50 postes, il n'en a obtenu que 20. Un millier d'agents ont été appelé à manifester devant l'administration des écoles. Ils ont été reçus le soir même par le directeur des services et les recrutements ont été lancés le lendemain. « *L'avertissement a été bien compris* », en rit encore Patrick Rué.

« *C'est le rôle de la représentation syndicale, soit. Mais l'hégémonie prolongée de FO a vicié le jeu normal de la démocratie*, analyse le sociologue Raphaël Liogier, professeur à Science po Aix. *Le modèle phocéén est un système familial, quasi tribal, dans lequel un patriarche peut compter sur la complaisance syndicale en échange de quelques avantages. Rien à voir avec des négociations transparentes. Il exclut d'emblée la méritocratie au bénéfice d'un système de soumission. En ce sens, les politiques et FO ont une énorme responsabilité dans l'échec du développement de Marseille. Les premiers parce qu'ils confondent concertation et troc ; les seconds parce que, sous couvert de principes peut-être louables du point de vue personnel (défendre la veuve et l'orphelin), les plus compétents ne sont pas forcément à leur place. Ce système est tellement ancré que ses acteurs n'ont même pas conscience d'être hors la loi.* »

L'ancien directeur des hôpitaux accuse

Et ceux qui s'y opposent en sont en général pour leurs frais. « *Je saurai tout ce que vous faites avant vous* », a ainsi été averti l'ancien directeur général des Hôpitaux de Marseille Jean-Paul Segade quand il a pris son poste. Aujourd'hui, il raconte les cinq années pénibles qu'il a endurées, entre 2008 et 2012, pour avoir voulu bousculer l'ordre établi : cette une de « La Provence » de février 2011 au titre provocateur, signé du délégué FO Marc Katramados, « *Le vrai patron des Hôpitaux de Marseille, c'est moi* » ; sa garde à vue en novembre de la même année après une dénonciation calomnieuse ; ces courriers menaçants dans sa boîte aux lettres (« *On sait où tu cours le matin...* ») ; la cabale du « Canard enchaîné » sur sa gestion douteuse du personnel... « *FO noyauté à l'hôpital deux directions stratégiques, accuse-t-il : l'informatique et les ressources humaines. Tous les échanges de courriels sont sous surveillance et les candidatures qui servent les intérêts du système sont favorisées. Des rapports disparaissent, d'autres sont mis en avant.* »

C'est sa mission de redressement qui a mis le feu aux poudres. Sous sa direction, le déficit a été réduit de 68 à 12 millions d'euros, la capacité de financement est redevenue positive et le taux d'absentéisme a été réduit. « *Cela ne s'est pas fait sans certaines remises en cause* », explique cet Auvergnat d'origine, ancien directeur du CHU de Clermont. Parmi les mesures qui fâchent figuraient la réduction du personnel de catégorie C, creuset du syndicalisme ouvrier, et la remise à plat du système d'information. « *J'ai touché le coeur du système. Mes lectures de Gaston Defferre auraient pourtant dû me mettre en garde. "Pour la santé des Marseillais il y a les cliniques, disait-il. L'hôpital, c'est pour l'emploi."* »

Paul Molga

Correspondant à Marseille

Les points à retenir

Il y a cinquante ans, Force ouvrière a pu asseoir sa domination sur Marseille avec la complicité de l'ancien maire, Gaston Defferre, qui a tout fait pour affaiblir la CGT et éloigner de ses terres l'influence communiste.

Le syndicat revendique aujourd'hui 10.500 adhérents dans la ville. Aux dernières élections, en 2008, il s'est accaparé 61 % des voix parmi les employés municipaux et plus de 55 % à la communauté urbaine.

Son emprise sur certains services municipaux fait de lui un acteur incontournable de l'économie et de la politique locales.

Écrit par **Paul MOLGA**

Correspondant à Marseille

paulmolga@gmail.com

[Tous ses articles](#)

A LIRE AUSSI

Les frontaliers français craignent la remise en cause des accords bilatéraux

Municipales 2014 : Pape Diouf candidat à Marseille

Municipales à Marseille : Gaudin dénonce la visite de Valls

Municipales 2014 : vif débat sur les transports à Toulouse

Municipales 2014 : la rigueur budgétaire, objet de discorde entre candidats

Tous droits réservés - Les Echos 2014